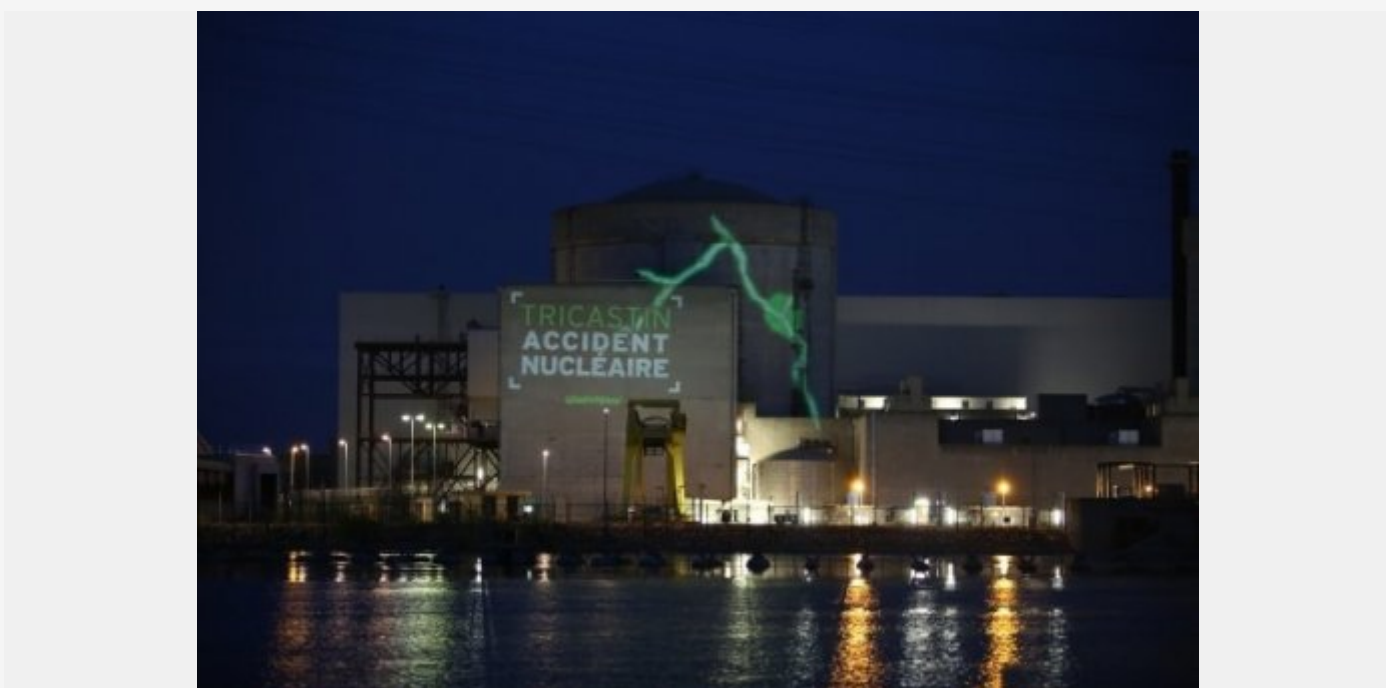


# SERIE - Tricastin : en cas d'accident nucléaire, priez ! Parce que les autorités seront dépassées

12 décembre 2013 / Barnabé Binctin (Reporterre)



Le site de Tricastin accumule incidents, fissures, et relargage incontrôlé de tritium. Et si l'accident arrivait ? Eh bien... ce serait vraisemblablement le chaos, comme l'a montré une récente simulation en grandeur nature.

---

---

► *Reportage, Pierrelatte (Drôme)*

Il est environ cinq heures du matin, ce lundi 15 juillet 2013, lorsque vingt-neuf militants de Greenpeace pénètrent à pas de loup dans la centrale de Tricastin. Répartis en trois équipes, ils entrent par trois endroits différents en franchissant les trois niveaux de sécurité à l'aide d'une échelle. L'un d'eux raconte : « *Au niveau du deuxième sas, il y avait des gens qui nous regardaient en prenant un café. Quand nous sommes arrivés dans l'enceinte, nous avons croisé deux personnes, on leur a dit que nous faisons un reportage pour la télé... mais ils ne parlaient pas français. Nous n'avons vu les premiers gyrophares que deux heures et demie plus tard...* ».

La gendarmerie se justifiera en expliquant qu'elle a tout suite reconnu les activistes. Habitée à Greenpeace, il n'y aurait donc pas eu urgence... Sur place toutefois, les forces de l'ordre du PSPG (Pelotons Spécialisés de Protections de la Gendarmerie) mettent plusieurs heures à déloger les trouble-fêtes qui sont suspendus sur la structure du pont de chargement menant aux réacteurs. Il faut même faire appel à un hélicoptère venant tout droit de Briançon avec une unité du PGHM (Peloton de gendarmerie de haute montagne) pour attraper le dernier, moniteur en spéléologie et spécialiste des techniques d'escalade. Leur procès est attendu pour le 14 janvier à Valence.

L'action visait d'abord à rappeler que Tricastin fait partie des 5 centrales les plus dangereuses de France selon l'association écologiste. Leur intrusion visait à poser la question : quel est le véritable niveau de sécurité sur les centrales et dans les environs ? Et que se passerait-il aussi en cas d'accident ?

Le 7 novembre a eu lieu un exercice national de crise nucléaire, avec simulation d'un accident sur l'une des usines Areva du site du Tricastin. L'objectif ? Vérifier le bon fonctionnement du dispositif de sécurité, particulièrement dans la zone du PPI – le **Plan Particulier d'Intervention** destiné à mettre à l'abri ou évacuer les populations en cas d'accident nucléaire ou chimique dans un périmètre de dix km autour de la centrale.

Elargie pour l'occasion, la zone d'exercice concerne près de cinquante écoles, et de nombreux établissements recevant du public. Toute la population locale est concernée par le test.

Mais la simulation a surtout révélé que l'on n'était pas préparé au pire : capsules d'iode périmées, manque de combinaisons et de masques NBC (nucléaire bactériologique chimique), absence de barrage sur les voies de circulation aux alentours de la centrale, coups de fils d'alerte mal orientés... A l'école des Blaches, à Pierrelatte, les fenêtres sont restées ouvertes bien après le déclenchement de l'alerte : la sirène de la ville n'a pas fonctionné.



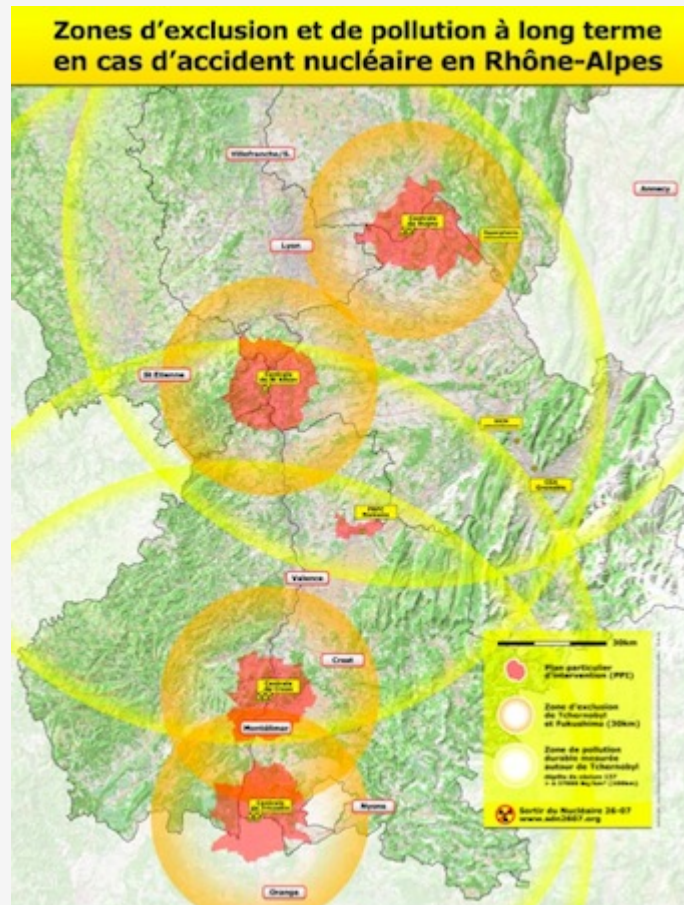
*- Des enfants de l'école des Blaches de Pierrelatte sont - tardivement - confinés pendant l'exercice nucléaire -*

André Vermorel est maire de la commune avoisinante de Bidon (Ardèche) et participait à l'exercice en tant qu'observateur pour la CLIGEET (Commission Locale d'Informations sur les Grands Equipements Energétiques du Tricastin). Il était positionné au niveau du grand centre commercial depuis lequel on distingue tout le complexe de Tricastin, de l'autre côté du canal. Il raconte : « *Aucune mesure de confinement n'a pu être prise au niveau du supermarché. Les gens continuaient de fumer leur clope sans se soucier des alarmes, et le directeur du centre commercial me demandait comment on pourrait bien*

*faire rentrer tout le monde... De toute façon, à l'intérieur, il n'y avait pas de filtre pour assainir l'air contaminé en cas d'accident ».*

L'évacuation des populations riveraines est officiellement à la charge de la préfecture, les mairies prenant le relais sur le terrain. André Vermorel s'inquiète de ce qui est réellement envisageable : *« Le PPI réunit 14 000 personnes. Il faudrait pouvoir mobiliser 280 bus en moins d'une journée. Sans compter qu'il faudra trouver les chauffeurs de bus motivés pour venir dans la zone... ».*

Les associations redoutent une situation de chaos. *« Les pouvoirs publics comptent sur l'auto-évacuation de la majeure partie de la population de la région touchée avec les risques d'improvisation et de panique associés »*, estime Alain Volle, du collectif Stop Tricastin. Si Tricastin ne se situe pas dans une zone à forte densité de population (moins de 400 000 habitants dans un rayon de 30 km), elle est toutefois située à proximité d'un axe autoroutier dense – l'A7 – qui voit passer 70 000 véhicules par jour, avec tous les risques de saturation que cela comporte en cas d'accident. Surtout, en raison des vents violents de la vallée du Rhône, la contamination pourrait vite atteindre des bassins de population beaucoup plus conséquent, au niveau d'Avignon puis de Marseille.



La possibilité d'accident n'est plus évoquée seulement par les enquêtes journalistiques, les riverains ou les associations anti-nucléaires. Elle est entrée dans les scénarios officiels. En 2012, par exemple, Jacques Repussard, directeur de l'IRSN (Institut de la radioprotection et de la sûreté nucléaire) l'expliquait très clairement : « *Nous devons accepter que l'impossible puisse se produire* ». En mai dernier, Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire, indiquait qu'une « *anomalie grave* » sur les réacteurs français « *ne peut absolument pas être exclue, elle est même plausible* ». Depuis quelques années, la survenue d'un accident grave en France est même entrée dans la doctrine officielle, avec la création d'un « *Comité Directeur pour la gestion de la phase Post Accidentelle d'un accident nucléaire ou d'une situation d'urgence radiologique* » (Codirpa).

Mais tout se passe comme si, à Tricastin, l'impossible ne pouvait pas être plausible.

► *Enquête à suivre... A Tricastin, la concentration nucléaire ne résoud pas les problèmes d'emploi*

**Source :** Barnabé Binctin pour *Reporterre*.

**Photos :**

- . chapô : Greenpeace
- . enfants : *France Bleue*.

**Lire les précédents volets de notre série :**

- . *1 - Plongée dans la centrale la plus dangereuse de France*
  - . *2 - Plus de mille incidents et le record français de fissures. Tout va bien à Tricastin.*
  - . *3 - A Tricastin, EDF ne contrôle plus le tritium radioactif.*
- 

Pour financer ce reportage, soutenez *Reporterre* :



- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/SERIE-Tricastin-en-cas-d-accident>